

ENQUETE COVID-19

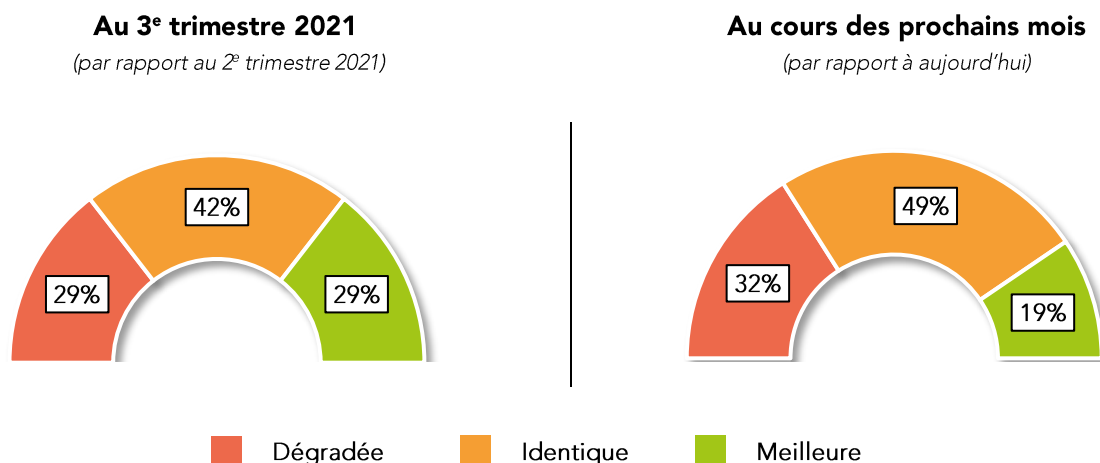
TPE - PME : De nombreuses difficultés en cette fin d'année

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUETE

- Au 3^e trimestre 2021, les dirigeants sont partagés quant à leur vision de la sortie de crise.
 - ➔ 29 % constatent une amélioration de la situation globale de leur entreprise par rapport au trimestre précédent, soit autant que ceux qui observent une dégradation. Pour les prochains mois, les prévisions des dirigeants sont davantage pessimistes (19 % anticipent une amélioration quand 32 % s'attendent à une détérioration).
 - ➔ 4 dirigeants sur 10 constatent toujours une dégradation de leur situation financière depuis le début de la crise sanitaire et économique (soit autant que dans notre précédente enquête de septembre 2021).
- Parmi les entreprises ayant recouru à un prêt garanti par l'Etat, 29 % craignent ne pas avoir la capacité de le rembourser dans les conditions actuelles (taux, durée d'emprunt).
 - ➔ Les entreprises ayant utilisé intégralement ou en quasi-totalité leur prêt et celles de moins de 10 salariés sont les plus nombreuses à entrevoir des difficultés dans le remboursement.
- Pour huit dirigeants sur dix, la hausse des prix de l'énergie (carburants compris) a un impact sur l'entreprise.
 - ➔ Pour faire face à cette hausse, les chefs d'entreprise privilégient la baisse de la consommation (35 %) et l'augmentation des prix de vente (31 %).
- La situation des matières premières continue de pénaliser les entreprises.
 - ➔ 82 % disent être impactées par les hausses des prix et 52 % éprouvent des difficultés à s'approvisionner.
 - ➔ Ces hausses des prix grèvent les marges des entreprises, puisque seules 10 % répercutent intégralement cette hausse sur ses prix de vente.
- Mesure proposée par le gouvernement pour compenser l'augmentation des prix de l'énergie, l'indemnité inflation de cent euros rencontre une faible adhésion de la part des dirigeants.
 - ➔ Ils mettent en avant le coût de la mesure sur les finances publiques (49 %) et considèrent qu'il est anormal que les entreprises se substituent à l'Etat pour verser l'aide (63 %).

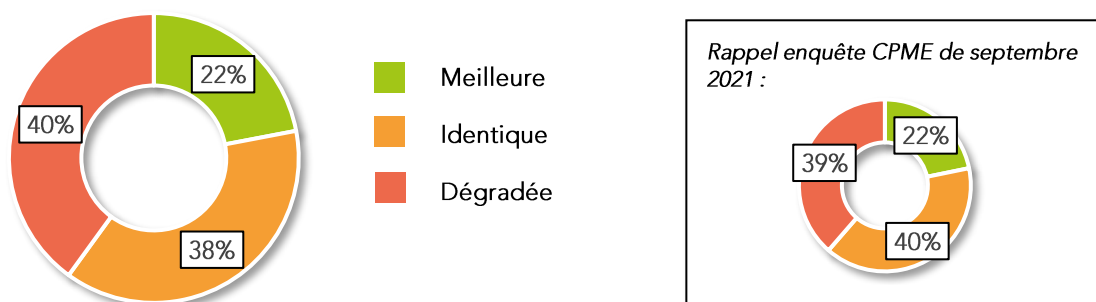
DES ENTREPRISES ENCORE ELOIGNEES DE LA SORTIE DE CRISE

- Evolution de la situation globale (activité, trésorerie, etc.) :



Lecture (graphique de gauche) : 29 % des entreprises interrogées font état d'une dégradation de la situation globale de leur entreprise au troisième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent.

- Evolution de la situation financière depuis le début de la crise sanitaire et économique :



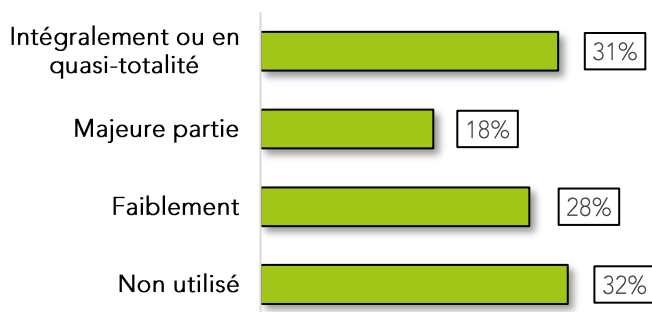
40 % des entreprises interrogées constatent une dégradation de leur situation financière depuis le début de la crise sanitaire et économique.

- ▶ 60 % dans le secteur de l'hébergement - restauration.

- Remboursement du Prêt garanti par l'Etat (PGE) :

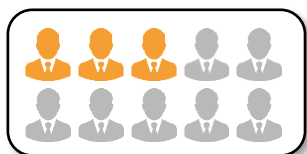
Parmi les entreprises ayant recouru à un PGE (59 % des entreprises interrogées)

Utilisation du PGE par l'entreprise



49 % des dirigeants ayant eu recours au PGE en ont utilisé au moins la majeure partie.

Capacité de l'entreprise à rembourser le PGE



29 %

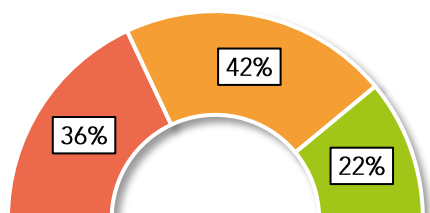
des entreprises interrogées estiment ne pas avoir la capacité de rembourser leur PGE dans les conditions actuelles (taux, durée d'emprunt).

- ▶ 45 % pour les entreprises ayant utilisé intégralement ou en quasi-totalité le PGE.
- ▶ 33 % pour les entreprises de 0 à 9 salariés.

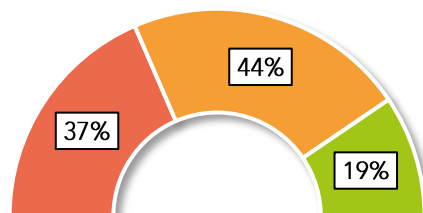
DES HAUSSES DES PRIX DE L'ÉNERGIE QUI IMPACTENT LES ENTREPRISES

- Impact des hausses des prix, par types de produits, sur les entreprises :

Carburants (essence, diesel, etc.)



Energie hors carburants (gaz, électricité, etc.)



■ Fort impact ■ Faible impact ■ Aucun impact

Lecture (graphique de gauche) : 36 % des entreprises interrogées disent être fortement impactées par la hausse des prix des carburants (essence, diesel, etc.).

- Mesures mises en place par l'entreprise :



63 %

des entreprises ont mis en place des mesures ou vont les mettre en place prochainement pour faire face aux hausses de prix des produits énergétiques.

Les principales mesures :

(les entreprises avaient la possibilité de répondre à plusieurs réponses)



Réduction de la consommation
(ex : déplacements)

35 %



Augmentation des prix de vente

31 %



Acquisition d'équipements plus économes

22 %



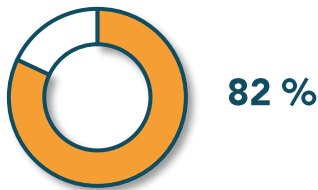
Mise en concurrence des fournisseurs d'énergie

16 %

Lecture : 31 % des entreprises interrogées disent avoir augmenté leurs prix du fait des hausses des prix de l'énergie.

DES ENTREPRISES TOUJOURS PENALISEES PAR LES MATIERES PREMIERES

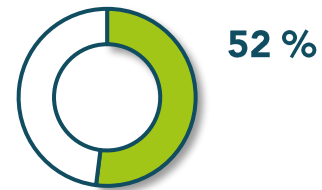
Hausse des prix



82 % des entreprises interrogées estiment être impactées par la hausse des prix des matières premières.

(64 % dans l'enquête de septembre 2021)

Approvisionnement



52 % des entreprises interrogées éprouvent des difficultés à s'approvisionner en matières premières.

(33 % dans l'enquête de septembre 2021)

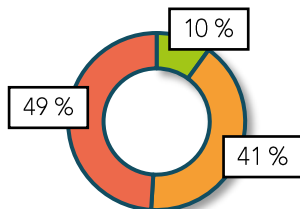
Parmi les entreprises impactées par la hausse des prix des matières premières :

Seules **10 %** déclarent qu'elles répercutent intégralement l'augmentation sur leurs prix de vente.

DES DIRIGEANTS PEU FAVORABLES A L'INDEMNITE INFLATION

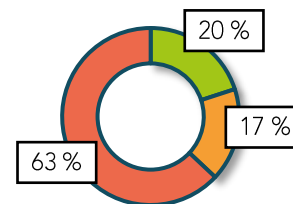
- Avis des dirigeants sur l'indemnité inflation de 100 euros

Sur la création de l'indemnité inflation






- Le versement de l'aide est justifié par la hausse des prix de l'énergie.
- Le montant de l'aide est insuffisant, ce qui ne règlera pas le problème.
- Il s'agit d'une nouvelle dépense publique qu'il faudra rembourser plus tard.

Sur le versement de l'aide par les entreprises



- Il s'agit d'une solution simple et rapide pour verser l'aide aux salariés.
- Cela va être source de tensions entre les salariés qui vont percevoir l'aide et les autres.
- Il est anormal que les entreprises se substituent à l'Etat pour verser l'aide aux Français.

METHODOLOGIE

	<p>Étude basée sur 1.178 réponses de dirigeants de TPE-PME.</p> <p>Les résultats de cette enquête sont définis sur la base de réponses volontaires.</p> <p>Les réponses ont été redressées, de manière à corriger la sur-représentation des entreprises de l'hébergement - restauration et des salles de sport et la sous-représentation des entreprises des secteurs du bâtiment et de l'industrie.</p>
	<p>L'échantillon a été interrogé via l'envoi d'un questionnaire en ligne auprès des adhérents de la CPME.</p>
	<p>L'enquête s'est déroulée du 18 au 30 novembre 2021.</p>

Icones réalisées par Freepik de www.flaticon.com